

dépôt le 13/07/22
radio-zinzine info
04300 Larmans

FORCALQUIER

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



**RADIO ZINZINE
INFO**

**L'IRE
des chênaies**

N°919 - 13 juillet 2022

**Le Tour passe...
et la planète trépassse!**

De nos jours, la préservation de l'environnement est au cœur des débats et le grand public est constamment sollicité afin de prendre conscience et d'agir face à l'urgence climatique, la pollution engendrée par les déchets plastiques ou la disparition de la biodiversité. Le Tour 2022 arrivera au col du Granon dans une zone protégée dite Natura 2000, un site symbolique de la fragilité de l'environnement à travers les années.

Nous tous, citoyennes, citoyens, femmes et hommes politiques, entreprises devons entreprendre des actions dans nos vies quotidiennes pour préserver notre écosystème planétaire.

C'est pour cela que le collectif Adieu Glacier 05 dénonce le tour de France cycliste car le Tour de France cycliste c'est une poubelle géante à ciel ouvert!

Trop de plastique: 18 millions de gadgets publicitaires dans la nature. Le Tour de France est une manifestation sportive suivie massivement par un très grand nombre de personnes, tant en France qu'à l'étranger. Lors du déroulement des étapes, il est lamentable d'observer la caravane publicitaire jeter 18 millions de goodies, des gadgets promotionnels distribués par les sponsors. En 2019, six ONG et 34 députés déplorent l'avalanche d'objets en plastique distribués tous les ans quelques heures avant le passage des coureurs de la Grande Boucle par la «fameuse» caravane publicitaire, des pitoyables breloques en plastique fabriquées en Chine, trop souvent sous blisters, ces emballages plastiques inutiles. Les organisateurs du Tour (ASO), les élus, les partenaires et les sponsors de la caravane ne peuvent plus ignorer la pollution plastique qui pollue nos cours d'eau, nos rivières, nos fleuves, nos océans.

Trop de déchets: des dizaines de tonnes sur les bords des routes... Sur le Tour et en particulier en montagne, il s'agit de ne pas retrouver de déchets dans la nature ou, sur des sites non desservis par les gestionnaires de déchets. La difficulté consiste à aller capter les déchets des milliers de spectateurs.

Ainsi, ce sont donc les collectivités locales qui ont la charge de faire nettoyer les 3.500 km que parcourt cet événement sportif. Les dizaines de tonnes de déchets sont ramassées par les services de nettoyage des villes et des municipalités, qui, trop contentes d'accueillir l'événement planétaire, en acceptent le coût sans rechigner.

Trop de CO₂: le Tour de France c'est près de 4.000 personnes qui se déplacent pendant les 3 semaines de course. Il draine des millions de spectateurs le long des routes. Avec 2.300 voitures, bus, camions, 8 hélicoptères... le Tour avance avec son stade à chaque coup de pédale... Conséquence, le bilan carbone n'est pas extraordinaire... doux euphémisme!

Claude Sudres (directeur de la communication chez ASO) prend en compte tous les paramètres (les véhicules des équipes et de l'organisation, la caravane publicitaire et les médias publics, les téléspectateurs et internautes), pour établir l'empreinte carbone globale qui ne laisse pas d'impressionner: 341.000 tonnes de CO₂/an... champion de l'événement sportif le plus polluant du monde!

8 hélicoptères et 2 avions sur le Tour. Comme chaque année Hélicoptères de France met en œuvre 3 hélicoptères Ecureuil pour les transmissions télévisées en direct et 5 pour le transport des VIP. Des VIP en hélicoptères... pour 2.500 euros, champagne!

Derrière ces cyclistes en sueur, une véritable organisation rigoureuse et technique permet d'avoir une image de qualité pour la TV, montée comme un film hollywoodien. Cinq motos autour du peloton, trois hélicoptères à différentes altitudes, deux avions en haute altitude, un car-régie en ligne d'arrivée, et deux points relais autour du parcours... il y a du monde dans les coulisses du Tour.

Si on la compare à la coupe du monde de football et aux jeux olympiques, ces deux autres rendez-vous planétaires, la Grande Boucle a ceci de particulier qu'elle est l'unique épreuve de cette envergure aux mains de propriétaires privés, et non d'une fédération. Son aura a expliqué à elle seule la croissance fulgurante du groupe d'Amateur Sport Organisation (ASO), une filiale d'un gros groupe capitaliste qui possède plusieurs journaux, dont *L'Équipe* et *Le Parisien*. Les sponsors, les employeurs, on y trouve des

banques, des assurances, des supermarchés, des industriels de l'automobile, des groupes agroalimentaires, etc... C'est une conjonction d'argent, d'images et de mythes...

Il y a toujours une part de privatisation de l'espace public pour les grands événements sportifs. Et le Tour de France appartient à une société privée, qui a des actionnaires, qui à la fin de l'année attendent des dividendes. (De plus ASO c'est le rallye Dakar en Arabie saoudite où les droits de l'homme sont bafoués, un exemple de conscience écologique et humaine...)

Et le Tour...combien ça coûte?

Pour le collectif Adieu Glacier 05, il n'est pas envisageable que des villes ou des stations doivent déboursier 65.000 euros pour un départ, 110.000 euros pour une arrivée et 160.000 euros pour un départ et une arrivée. Mais à ce chèque doivent s'ajouter plusieurs dépenses pour se mettre en conformité avec le cahier des charges d'ASO: aménagement de la signalisation routière, implantation du village-départ, réfection des routes 240.000 euros pour la route du col du Granon, mobilisation de forces de l'ordre... pour un événement qui appartient à une société privée.

Pour exemple, tout compris, l'étape Limoux Prat d'Albi en 2019 a représenté un investissement collectif de quelque 450.000 euros pour toutes les collectivités ariégeoises, le conseil départemental étant le plus gros financeur, avec un bon quart de la facture pour les routes.

Une fois de plus, pour justifier le coût financier exorbitant d'un tel événement, les organisateurs mettent en avant les retombées économiques du Tour, mais à quel prix pour notre environnement et pour notre futur?

Conclusion: le climat change... et vous? Le Tour de France est-il soutenable? Vive le vélo... le vrai!

Salutations écologiques.

Le collectif Adieu Glacier 05
<adiueuglacier05@gmail.com>
tel : 06 61 01 97 90

La Troisième révolution industrielle des Mulliez

Après le textile et la grande distribution, la famille roubaisienne réunie autour de Gérard Mulliez investit fort dans le photovoltaïque.

Sa multinationale Voltalia transforme déjà, dans vingt pays, la terre des paysans en champs de panneaux solaires. Partout où elle s'implante, du Brésil à l'Aveyron, des voix s'élèvent contre cette «transition énergétique» qui dévore et défigure forêts, bocages et pâturages. A l'artificialisation des terres par ses centres commerciaux et usines renouvelables, la Famille répond par des protéines de laboratoire et des serres automatisées. A chaque problème, sa fuite en avant, pilotée par le fonds d'investissements familial Creadev. Voilà la «Troisième révolution industrielle» initiée dans la région par les Verts il y a dix ans, amplifiée par Xavier Bertrand et Gérard Mulliez à leur suite.

Parmi les méfaits de l'Association familiale Mulliez (Auchan, Decathlon, Norauto, Leroy Merlin, etc.), si on ne regarde que le climat, et pour celui-ci uniquement le carbone, le groupe émet trois millions de fois plus de CO₂ qu'un ménage moyen. Devant cette mauvaise presse, Auchan et Decathlon multiplient à la hâte les montages techniques et financiers pour ne consommer à terme que des énergies renouvelables, qu'ils font produire par la boîte de leur groupe français Voltalia.

La grande famille de la transition

Née en 2005 en Guyanne française, rachetée en 2009 par Mulliez, Voltaia est aujourd'hui présidée par Laurence Mulliez et l'habile André-Paul Leclercq, membre de la Famille. Ce dernier, après trente années au service d'Auchan et Decathlon, est élu en 2015 au Conseil régional des Hauts-de-France après Xavier Bertrand. Il siège en son nom à «Picardie Énergie et Développement durable», un fonds d'investissements pour «l'émergence et le renforcement de filières régionales liées au secteur énergétique»; il vote pendant six ans les budgets de la Troisième révolution industrielle, dont ceux pour le solaire; puis il quitte ses fonctions en 2021 pour rejoindre, dans une démarche «people and planet», le conseil d'administration de Voltaia. Une affaire rondement menée. [...]

Vendre et partir

Voltaia vient d'annoncer la construction de la plus grande usine photovoltaïque et éolienne du monde, dans l'État de Rio Grande do Norte, au Brésil. Cet État au bord de l'océan Atlantique, couvert de 530 000 hectares de forêt primaire, et peuplé de ces communautés autochtones qui font sa richesse, est depuis cinq siècles la proie des colonisateurs. C'est pourquoi les paysans dénoncent le «racisme écologique», quand ils voient débarquer Voltaia. L'entreprise arrive d'abord en missionnaire du développement durable. Son cinéma solaire et itinérant trimballe dans les villages sa promotion des énergies renouvelables, et projette *Le Roi lion* aux gamins. Plus tard, les machines écrasent les champs, éventrent les forêts, menacent les oiseaux déjà menacés, en dépit des protestations. «Un homme a parlé à mes frères et m'a demandé si nous voulions vendre. Nous ne pouvons pas vendre parce que c'est là que nous vivons. Si nous vendons, où irions-nous?», demande une habitante de l'État de Bahia, confrontée à un autre projet de Voltaia. Plusieurs associations tentent aujourd'hui de suspendre les travaux, «indignés par l'attitude et le manque de respect de l'entreprise et de l'agence environnementale de l'État.»

Autre hémisphère, mêmes pratiques. Voltaia vient d'obtenir en Angleterre un marché des plus symboliques: alimenter en énergie solaire la «City», le quartier d'affaires de Londres, avec ses banques, ses salles de marché, sa bourse, ses compagnies d'assurance. Pour ce faire, 200 km plus au sud, Voltaia s'apprête à défigurer la région paisible et bocagère du Dorset avec 150.000 panneaux solaires étalés sur l'équivalent de 140 terrains de foot. Tant pis pour les cultivateurs. «Les agriculteurs récoltaient autrefois la lumière pour faire pousser des céréales, maintenant ils récoltent la lumière pour produire de l'électricité», analyse un conseiller municipal de Spetisbury. Le Conseil régional du Dorset a reçu des centaines de lettres pour sauver cette «vallée des petites laiteries», comme on la surnomme depuis le XIX^e siècle. Parmi elles, celle de l'honorable *Campaign to protect rural England*, association de défense des campagnes patronnée par Sa Majesté la Reine elle-même. Elle dénonce le «paysage industriel» qui remplacera la bucolique Blackmore Vale, la privatisation et la destruction des chemins, et la fin de l'agriculture sur la zone.

En Aveyron, sur le très calcaire causse Comtal, Voltaia

est parvenu à se mettre à disposition d'une quarantaine d'associations, des amis de la Terre et des oiseaux, des défenseurs des paysages et monuments, des paysans, des écolos, des opposants aux nuisances renouvelables. Auchan et Decathlon ont promis d'alimenter leurs magasins depuis des centrales du sud-est de la France. Ils ont déjà trouvé 80 ha sur ce causse, en partie cultivés par un paysan en fermage, prêt à se faire exploitant agro-électrique. Loïc Santiago, opposant au projet et membre de la Confédération paysanne, nous résume la situation des agriculteurs:

«Un fermage agricole se négocie entre 100 et 150 euros l'hectare. Les terres louées pour de l'agrivoltaïsme se négocient jusqu'à 2.500 euros, vingt-cinq fois plus. L'ADEME avance qu'il faudra 120.000 hectares de photovoltaïque en France, ce qui correspond à peu près aux annonces de Macron d'installer 100 Gw. Vu le taux d'endettement général des agriculteurs d'un côté, et la rentabilité des installations électriques de l'autre, ils n'auront pas de difficultés à trouver les terres nécessaires. Sachant que cette solution est plus rentable que d'installer les panneaux sur des toits.»

Le syndicat agricole majoritaire, la productiviste FNSEA, a donné sa bénédiction au modèle «agrivoltaïque», qui prétend faire paître des ruminants sous des panneaux. Reste à savoir si l'herbe y sera aussi verte, ensoleillée et hydratée. Voltaia prétend que l'ombre des panneaux limite l'évapotranspiration et améliore le bien-être des animaux – ce qu'un arbre fait tout aussi bien. D'autres études démontrent plutôt la perte d'un tiers de la biomasse sous les panneaux. [...]

La Foodtech, ou la malbouffe artificielle

En résumé de la Troisième révolution industrielle des Mulliez: pour sauver la Terre, il faut détruire des terres. La grande distribution sait mieux que quiconque les tensions qui pèsent sur celles-ci, entre stérilisation chimique, canicules, sécheresses, et artificialisation, sous l'effet de ses zones commerciales et parkings. Mais elle a sa solution aux pénuries qu'elle provoque. La société d'investissements Creadev, propriété des Mulliez, multiplie les prises d'intérêts dans les industries de l'alimentation artificielle – et les Hauts-de-France, grâce aux investissements conjoints du groupe régional Roquette et aux subventions du Plan «France Relance», dominant déjà le marché des substituts protéiniques. La start-up lilloise NxtFood commercialise des steaks saignants à base de légumineuses ultra-transformées. Insect, rachetée en 2018 par Mulliez, bâtit près d'Amiens la plus grande ferme verticale du monde, entièrement automatisée, pour y élever des scarabées communs destinés à devenir des croquettes de protéines pour animaux d'élevage. La boîte vient de racheter le néerlandais Protifarm qui propose des recettes aux humains. A quelques kilomètres de là, leur principal «concurrent» est lui aussi une émanation de Creadev: Innovafeed, à Nesle dans la Somme, produit avec l'américain Cargill des protéines d'insectes pour poissons d'élevage.

Cette malbouffe s'accompagne d'investissements dans l'agriculture automatisée, urbaine, hors-sol et sous serre. Mulliez a investi, en 2018, 29 millions de dollars dans la firme new-yorkaise Gotham Greens. Celle-ci avait posé sa première serre hydroponique sur un toit de Brooklyn en 2011, puis dans le Queens, puis à Chicago, Providence, San Francisco, etc. Ces serres urbaines sont «pilotées par les données et climatisées», toujours plus productives grâce aux progrès de «l'apprentissage automatique et de l'analyse des données» pour offrir au consommateur «un produit plus frais et plus délicieux». Mulliez investit comme ça dans une dizaine d'entreprises de «Foodtech», la malbouffe tech, que ce soit pour des steaks végétaux

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7

Apt 92.7 - Manosque 105 - Digne 95.6 - Sisteron 103

Briançon 101.4 - Embrun 100.9 - Gap 106.3 - Aix en

Provence 88.1 - Marseille et alentours, sur poste DAB+

Zinzine - site oueb: <www.radiozinzine.org>

(Rowthwell à Singapour, Jackfruit dans le Colorado), ou les usines de poissons et crevettes (Kingfish aux Pays-Bas, Noray Seafood en Espagne), nourris aux farines d'insectes qu'il produit par ailleurs. [...]

L'enfer vert des Mulliez

Il est fréquent d'entendre des leaders écologistes déplorer le manque de «prise de conscience» des élus et patrons, et leur «inaction» face aux enjeux climatiques – scénarios et plans de transition à l'appui. L'action de la famille Mulliez, sixième fortune française, prouve pourtant qu'elle agit en conscience. [...]

Ce constat de Bernard Charbonneau fut maintes fois cité depuis sa parution en 1980. L'inconscience des leaders écologistes devant la Troisième révolution industrielle du Conseil régional et de la famille Mulliez indique que l'on pourra continuer à rééditer son livre *Le Feu vert* (L'Échappée, 2022) encore quelques années.

Tomjo, 8 juillet 2022.

Article complet sur <<https://chez.renart.info/>>

Des canons par centaines...

La Direction Générale de l'Armement (DGA) aimerait avoir la possibilité de réquisitionner certaines chaînes de production d'entreprises françaises pour augmenter les stocks d'armes de poing et de missiles de l'armée en prévision de possible guerre en Europe.

L'effort matériel

C'est fou comme le journal d'extrême centre *Le Monde* offre une mine d'information à qui ose encore le lire sérieusement. Dans un article du 13 juin 2022, nos va-t-en-guerres nous expliquent qu'il faut absolument trouver le moyen d'augmenter les stocks d'armes de l'armée française dans le cas d'une guerre contre la Russie. Ils nous expliquent que des «discussions très avancées» sont en court avec la DGA pour un projet de loi visant à la réquisition de chaînes de montage de productions civiles afin de fabriquer des armes.

«Avec ce dispositif, l'État pourrait demander à certaines d'utiliser, au moins temporairement, leurs capacités de production civiles à des fins militaires. Dans le cas des sociétés qui fabriquent uniquement de l'armement, l'enjeu serait d'anticiper le transfert de certaines catégories d'employés très spécialisés d'une chaîne à une autre, en développant leur polyvalence. Mais aussi d'identifier quelles sociétés

ayant des compétences proches pourraient fournir une capacité supplémentaire.» L'État pourrait, par exemple, demander à une PME de mécanique de précision qui ne travaille pas pour le secteur de la défense de se mettre à disposition d'un industriel de l'armement pour accélérer ses cadences.»

La réquisition militaire existe déjà dans le cas où la France est en état de guerre («mobilisation générale»). C'est le Code de la défense qui légifère

bonnes, biens et entreprises pouvant être réquisitionnés «pour l'intérêt de la nation.» Sa dernière utilisation en France date du 1^{er} septembre 1939, à la suite de l'attaque allemande contre la Pologne.

Les journalistes, relais du lobby français des entreprises d'armements osent parler d'«effort de guerre des industriels». Ils n'hésitent pas à faire de la pub pour le produit d'appel de l'arsenal terrestre français, à savoir le canon mobile longue portée (40 km) CAESAR, sans bien sûr mentionner le fait que l'Arabie Saoudite l'utilise à tour de bras pour écraser le peuple yéménite, à tel point que 3 ONG viennent de porter plainte pour «complicité de crime contre l'humanité et complicité de crime de guerre». La France en possède déjà 76 (5 millions d'euros l'unité), mais ça ne suffit pas! Il faudrait en construire plus, plus vite et réquisitionner des filières civiles pour un «approvisionnement long», c'est-à-dire le stockage en pièces détachées pour un assemblage rapide en cas de... vous suivez?

L'effort d'exportation

Outre le fait de refaire les stocks nationaux, la guerre en Ukraine mobilise toutes les nations de l'OTAN pour l'exportation d'armements défensifs et offensifs. Macron, en grand défenseur des nations opprimées a annoncé vouloir livrer encore 6 CEASAR prélevés sur les stocks nationaux après en avoir livré déjà 18.

Les discours officiels sous-chiffrent le nombre d'armes livrées parce qu'il est important pour Macron d'être vu à la fois comme membre actif dans l'effort commercialo-militaire de la guerre Russo-ukrainienne, mais pas trop non plus de peur d'être considéré comme cobelligérant. Au total, la France aurait livré pour 100 millions d'euros d'armes (missiles antichars Milan, des missiles antiaériens Mistral et et canons CEASAR).

Mais ne vous inquiétez pas, le 4 juin Macron a assuré que «ces livraisons [à l'Ukraine] seront compensées [...] Et j'ai demandé à nos industriels d'accélérer la production d'armements, il ne s'agit pas seulement de reconstituer nos stocks mais aussi de renforcer notre indépendance.»

On comprend qu'il devient urgent, de préparer le terrain législatif pour une accélération de la production si l'on ne veut pas finir sans canons tout en continuant à être généreux. [...]

En route vers une mobilisation générale européenne?

La propagande incessante pour nous faire accepter un état de guerre où les industriels et les politiciens ont tout à gagner, a contaminé tout le spectre politique français, la droite bien sûr au pouvoir mais aussi les socialistes et les écologistes ainsi que les journaux comme *Le Monde* ou le *Figaro* qui ne tarissent pas d'éloge sur la politique internationale de Macron. L'utilisation de cet imaginaire belliqueux («effort de guerre», «économie de guerre», «menace», «réquisition», etc.) entendue de longueur de journée dans les médias n'est pas anodin, et a été déjà éprouvée comme technique de gestion de population pendant la crise du COVID (2020-2021). La «Fièvre cocardière» reprend en France et en Europe après plus d'un siècle de pause, et cela malgré le poids de l'histoire. Le commissaire européen Josep Borrel chargé des relations extérieures annonçait en février dernier «fournir des armements nécessaires à une guerre», cela signifie que l'Europe s'est placée dès le départ dans une position de co-belligérante dans ce conflit. C'est la première fois que l'Europe choisit cette option plutôt que les formes diplomatiques habituelles, pendant que l'Allemagne se réarme en espérant atteindre les fameux 2% du PIB alors que son ancienne ministre de la Défense, Ursula Van der Lyen est la présidente de la Commission européenne. Le 29 avril 2022, elle a l'adon-

Radio Zinzine Info

F - 04300 Limans

Tél. 09 74 53 46 19

e-mail: info@radiozinzine.org

site: www.radiozinzine.org

Publication hebdomadaire

Com. Paritaire N°0224G87780

ISSN: 1248-2951

Directeur de Publication:

Jean Duflot

Édité et imprimé par l'

Association Radio Zinzine

Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

Abonnement:

22 € pour 6 mois

42 € pour 1 an

abonnement de soutien 50€

Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

tion du budget pluriannuel 2021-2027, le «Fond européen de la défense» est acté, et va mettre à disposition de l'industrie militaro-industrielle 8 milliards d'euros par an à redistribuer entre les groupes de production d'armement, agences européennes de sécurité et défense, lobbies, groupes de conseil et centres de R&D. L'Europe assume clairement son pouvoir militaire et enfin adopte une vraie stratégie industrielle en matière de production d'armes et d'outils numériques de sécurité. Tout en étant sous la botte de l'OTAN concernant la stratégie militaire, elle développe son propre complexe militaro-industriel, permettant d'être de plus en plus concurrentielle au niveau mondial. [...]

Les grands média, tous branchés sur le canal atlantiste, essaient de justifier ce jeu de guerre réelle et préparent la population à une éventuelle *mobilisation générale*. Or, on sait maintenant que ce n'est pas un surcroît de puissance militaire qui pourra sauver les Ukrainiens des bombardements et des massacres. Au mieux cela pourra permettre un rééquilibrage à long terme des forces en jeu et donc enliser encore un peu plus le conflit dans une escalade sans pitié, sur le même schéma technologique que la guerre du Vietnam. Le bilan du conflit risque de donner les mêmes résultats: un massacre humain et un désastre écologique sans changements significatifs dans la géostratégie mondiale, une économie capitaliste renforcée ou tout du moins renouvelée, des industriels de l'armement consolidant leurs parts de marché et aucune question de fond sur la militarisation du monde.

À l'heure où les inégalités se creusent et où les plus pauvres hésitent entre faire les courses et faire le plein de la bagnole, cela nous paraît obscène de justifier encore des hausses budgétaires pour accroître la puissance militaire, c'est-à-dire au final dépenser plus d'argent et de moyens pour tuer des gens, civils et militaires, la bombe ou la balle ne faisant que peu de cas de l'un ou l'autre.

Dans une perspective anticapitaliste nous pensons qu'une personne tuée dans un conflit auquel la France participe de près ou de loin, c'est un mort de trop, qu'il soit yéménite, ukrainien, français ou russe. Une arme n'a jamais sauvé directement des vies, elle ne peut qu'en tuer.

En tout cas, il est impérieux de dénoncer cette manigance où, à chaque conflit, l'opportunisme malsain des canonnières (États compris) nous faisant croire que leurs camelotes sont bienfaitrices, permet d'augmenter les cadences et les budgets afin d'enrichir et de renforcer les puissances aux dépens des populations et du peu d'autonomie politique qu'il nous reste.

Groupe Grothendieck, le 29 juin 2022.

Texte complet sur le site lundimatin #347.

